

# CORPUS DE DOCUMENTS : 10 ANS APRES LES PRINTEMPS ARABES ET LA REVOLUTION DE JASMIN , OU EN EST-ON ?

Article 1 : Le monde arabe, 10 ans après les « printemps arabes » Blog hébergé par le Monde

**PUBLIÉ LE 10 JANVIER 2021 PAR JEAN-PIERRE FILIU**

Le monde arabe dix ans après la chute de Ben Ali

*Le soulèvement populaire qui a renversé le dictateur tunisien, le 14 janvier 2011, s'est vite étendu dans le monde arabe, où il a été combattu par une campagne contre-révolutionnaire d'une extrême violence, pourtant incapable de restaurer le statu quo.*



*Heurts entre policiers et manifestants au centre de Tunis, le 14 janvier 2011 (Fethi Belaid, AFP)*

Le soulèvement populaire qui, en moins d'un mois, renverse le dictateur tunisien, au pouvoir depuis 23 ans, marque le début d'une vague révolutionnaire dans le monde arabe. Improprement qualifiée de « printemps », cette vague représente en fait l'aboutissement d'un long combat des peuples arabes pour l'autodétermination, mené d'abord contre les puissances coloniales, puis contre les cliques qui ont détourné les indépendances nationales à leur profit exclusif. La chute de Ben Ali, en janvier 2011, est suivie, le mois suivant, par celle de Moubarak, l'autocrate égyptien, au pouvoir depuis 29 ans, puis par le déclenchement de la guerre civile en Libye, où Kadhafi finit par tomber, au bout de 42 ans de règne. Mais deux alliances contre-révolutionnaires, elles-mêmes en conflit, vont bientôt se mobiliser pour écraser la contestation populaire.

**UNE CONTRE-REVOLUTION D'UNE FEROCITE INEDITE**

Dès mars 2011, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis envoient leurs troupes à Bahreïn pour y étouffer le mouvement constitutionnaliste, caricaturé en « *cinquième colonne* » de Téhéran. Au même moment, l'Iran et la Russie pèsent en faveur d'une répression implacable de la contestation, pourtant pacifiste, du régime de Bachar al-Assad. Chacune de ces alliances contre-révolutionnaires prétend que l'opposition populaire n'est que « *l'agent* » de l'autre alliance, accusant cette opposition de « *terrorisme* » pour mieux la liquider. En outre, chacune de ces deux alliances joue avec le feu jihadiste afin de disqualifier le soulèvement démocratique et de poser le dictateur en place comme seul rempart face au « *chaos* ». Au Yémen, l'Arabie négocie le départ de l'autocrate Saleh, au pouvoir depuis 21 ans (outre 12 années supplémentaires à la tête du seul Nord-Yémen). C'est son adjoint, « *élu* » par 99,8% des voix, qui est censé conduire la transition, finalement compromise par le rapprochement entre Saleh et l'insurrection houthiste, soutenue par Téhéran.

En Egypte, la junte militaire qui a renversé Moubarak pactise avec les Frères musulmans pour endiguer la vague révolutionnaire. Mais ce pacte est brisé en juin 2012 avec l'élection avec 51,7% des voix de l'islamiste Morsi à la présidence de la République. Sa politique sectaire et brouillonne lui aliène une part toujours grandissante de la population, d'où un nouveau soulèvement, cette fois encore détourné, en juillet 2013, par un putsch militaire. Le général, puis maréchal Sissi, est « *élu* » président avec 97% des voix en mai 2014, tandis que son pays est soutenu à fonds perdus par l'Arabie et les Emirats. Toute forme d'opposition est stigmatisée comme « *terroriste* » et la répression, avec des dizaines de milliers de prisonniers politiques et des milliers de « *disparus* », atteint des niveaux jusque là inconnus dans l'histoire de l'Egypte. La dictature de Sissi s'avère néanmoins incapable de réduire la menace jihadiste, bien enracinée dans la péninsule stratégique du Sinaï.

### **LE PIEGE DE L'INTERNATIONALISATION**

La Tunisie est parvenue à échapper à cette régression désastreuse, d'abord parce qu'elle est la seule des républiques autoritaires dans le monde arabe à avoir été de nature policière plutôt que militaire. Le loyalisme des forces armées a permis à la transition démocratique de se développer jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution, en janvier 2014. La médiation de la société civile, couronnée par le prix Nobel de la Paix, a su alors concilier islamistes et nationalistes. Le régime parlementaire, où le scrutin proportionnel fonde des coalitions parfois instables, s'est certes avéré incapable de traiter la lancinante fracture régionale. Mais il a aussi évité la polarisation qui, partout ailleurs, a dégénéré en guerre civile larvée ou ouverte. En mars 2015, l'intervention de l'Arabie et des Emirats au Yémen ne parvient qu'à « *libérer* » très progressivement le sud du pays des Houthis, toujours installés à Sanaa.

En décembre 2016, le basculement de la Turquie, qui livre le bastion révolutionnaire d'Alep-Est au régime Assad, est un succès majeur pour la Russie, directement engagée en Syrie depuis plus d'un an. Erdogan joue cependant sa propre partition, celle d'un partenariat parfois conflictuel avec la Russie et l'Iran en Syrie, celle d'un soutien au gouvernement de Tripoli en Libye, où Moscou, Riyad, Abou Dhabi et Le Caire appuient en revanche le « *maréchal* » Haftar. En dépit de telles contradictions, Erdogan et Poutine s'accordent pour exclure l'ONU et les puissances occidentales de leurs arrangements bilatéraux. C'est ainsi que l'internationalisation des crises arabes, initialement portée par la contre-révolution arabe à Bahreïn, en Libye et au Yémen, tourne à l'avantage de puissances non-arabes. Le cas le plus emblématique est celui de la Syrie où, après un demi-million de morts et le déplacement de la moitié de la population, le pays est livré à l'arbitraire de la Russie, de l'Iran et de la Turquie.

### **LA RELANCE CONTESTATAIRE DE 2019**

Alors que décideurs et observateurs s'accordaient pour enterrer une fois pour toutes la contestation arabe, celle-ci connaît un second souffle en 2019 face à des régimes demeurés verrouillés en 2011. La dictature de Bechir s'effondre

au Soudan, après 30 années d'oppression, face à un soulèvement populaire d'un courage impressionnant. Le pacifisme des manifestants de Khartoum se retrouve dans le Hirak algérien, qui contraint le président Bouteflika à la démission, au bout de deux décennies au pouvoir. Mais la protestation de masse se poursuit pour exiger un régime authentiquement civil, et non plus placé sous la coupe de la hiérarchie militaire. Au Liban et en Irak, des foules réclament la fin de la corruption institutionnalisée par un système à la fois confessionnel et milicien. Dans tous ces pays, la non-violence est un choix stratégique de l'opposition face à des dirigeants qui n'ont jamais reculé par le passé face à la perspective d'une guerre civile. Quant aux islamistes, leurs compromissions multiformes avec les régimes en place les marginalisent au sein de la contestation.

La pandémie de coronavirus porte un coup terrible à cette nouvelle vague de mobilisation populaire. S'y ajoutent l'assassinat de centaines de protestataires en Irak et la politique du pire des oligarques libanais, qui préfèrent couler leur pays plutôt que de le réformer. Au Soudan, les Emirats et l'Arabie misent sur la composante militaire de la junte de transition pour endiguer le processus démocratique. Malgré tous ces obstacles, le bilan de la contre-révolution arabe est accablant. Nulle part le statu quo prévalant avant 2011 n'a pu être restauré, alors même que la répression est bien plus sanglante que dix ans plus tôt. Les centaines de milliards d'euros engloutis dans le renflouement meurtrier des dictatures auraient été infiniment mieux investis dans le développement de pays de plus en plus sinistrés. La seule alternative vers la stabilité et la prospérité du monde arabe passe bel et bien par la prise en compte des aspirations populaires, portées par une génération mûrie, voire aguerrie par la décennie écoulée.

PS: Khadija Mohsen-Finan vient de publier « Tunisie, apprentissage de la démocratie (2011-2021) », la synthèse à ce jour la plus aboutie sur la transition tunisienne.

**Article 2 : Dix ans après, le goût amer des printemps arabes** Par **Thierry Portes** Publié le 16/12/2020 à 19:03, mis à jour le 16/12/2020 à 23:42 [Le Figaro](#)

RÉCIT - Faute d'élites politiques capables de prendre la relève et d'incarner une ère nouvelle, l'espoir né des soulèvements populaires a été rapidement déçu.

Une femme tunisienne passe devant un graffiti symbolisant le départ vers la liberté de Mohamed Bouazizi, ce jeune vendeur Tunisien de 26 ans dont l'immolation avait déclenché la révolte de 2011, à Sidi Bouzid en Tunisie. *FETHI* Printemps arabe, automne islamiste, hiver djihadiste. Et puis retour à la situation ante, celle d'avant les révoltes nées fin 2010-début 2011: dix ans après s'être soulevés, les pays arabes sont aujourd'hui à nouveau tenus par des régimes autoritaires qui, comme naguère, se prévalent de leur lutte contre l'islamisme et le djihadisme pour obtenir un blanc-seing de la communauté internationale. La Tunisie est l'exception. La Libye, la Syrie et le Yémen sont, eux, toujours en guerre.

Si la boucle semble avoir été bouclée, le choix binaire entre un homme à poigne et une opposition islamiste ne peut toutefois satisfaire les quelque 60% de moins de 30 ans vivant dans le monde arabe, cette jeunesse, aujourd'hui de quelque 200 millions d'individus, qui s'était mise en mouvement en 2011. N'ayant que peu à perdre, elle aspire toujours à un travail et à un avenir, à plus de démocratie et de justice sociale, à un pouvoir, pas forcément calqué sur l'Occident, mais moins corrompu, et à une meilleure gouvernance.

Rien n'ayant fondamentalement changé, le monde arabe continue ainsi de tanguer au-dessus d'un volcan. À tout moment une secousse plus forte qu'une autre peut créer une réaction en chaîne et une éruption. Comme en 2017, où la révolte du Rif gagne Rabat, la capitale du royaume marocain qui, comme la Jordanie, avait évité les révoltes de 2011 par quelques réformes cosmétiques. Comme en 2019, où l'Algérie, le Soudan, le Liban et l'Irak, pays également épargnés il y a dix ans, se soulèvent à leur tour. Une fois encore, les protestations pacifiques sont durement réprimées. Le président

algérien Abdelaziz Bouteflika et le Soudanais Omar el-Béchir sont débarqués. Comme avant eux le Tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, l'Égyptien Hosni Moubarak, le Libyen Mouammar Kadhafi et le Yéménite Ali Abdallah Saleh. Mais, souvent, l'ancien système parvient à s'imposer de nouveau.

Réalisé avant l'épidémie de Covid, qui a permis, plus qu'ailleurs, aux régimes en place de sceller fermement le couvercle posé sur les revendications populaires, l'Arab Youth Survey indiquait, en octobre dernier, que près de la moitié, 42 % exactement, des jeunes Arabes envisagent désormais d'émigrer, afin de fuir des pays minés par le chômage, la corruption et la mauvaise gouvernance. Il y a dix ans, l'enquête réalisée entre décembre 2010 et janvier 2011 dans les mêmes 17 pays, du Golfe au Maghreb, soulignait qu'alors les deux tiers des jeunes aspiraient d'abord à «*vivre dans un pays démocratique*», «*trouver un travail*» n'arrivant qu'ensuite sur leur liste de revendications. Surtout, à l'époque, la moitié des sondés estimaient que leur pays allait dans la bonne direction. En dix ans, si un semblant de stabilité est revenu, l'avenir s'est bouché et le désespoir a grandi dans ce monde arabe qui, à l'exception de quelques pays, ne propose aux siens ni prospérité ni liberté.

### **L'enthousiasme est tombé**

Faute d'élites politiques capables de prendre la relève en incarnant une ère nouvelle, l'enthousiasme qui avait, il y a dix ans, accompagné les soulèvements populaires, est retombé. En réalité, il a été rapidement déçu. Cette expression de «*printemps arabe*», incongrue pour qualifier un mouvement déclenché un 17 décembre 2010 en Tunisie, n'a jamais été employée par ses acteurs. De même les Tunisiens ont-ils toujours refusé de parler de «*révolution du jasmin*», dénomination qui avait, à leurs yeux, une désagréable suavité orientaliste. Mais les médias occidentaux persistent. Dix ans après la chute du mur de Berlin, qui n'avait suscité aucune réaction chez eux, hormis la sanglante guerre civile algérienne, les Arabes connaissent à leur tour un printemps, comme il y avait eu en Europe un printemps des peuples en 1848, et un printemps de Prague, en 1968.

Après la Tunisie, l'Égypte se soulève à son tour le 27 janvier 2011. Le 15 février, des milliers de manifestants envahissent la place de la Perle à Manama, la capitale de Bahreïn. Ce même 17 février, la révolte éclate à Benghazi, la deuxième ville de Libye. Et le 6 mars, des adolescents lancent le soulèvement en Syrie.

Partout des foules pacifiques s'en viennent défier les familles mafieuses au pouvoir. En Tunisie, l'armée de conscription laisse faire, et le puissant syndicat UGTT organise la transition. Face à la vigueur de la révolte, l'armée égyptienne, autrement plus puissante que la tunisienne, lâche le clan Moubarak. Les dirigeants occidentaux, en rien préparés à un tel bouleversement, tentent de prendre le train de l'histoire en marche. L'action militaire de la France et de la Grande-Bretagne, épaulées par les États-Unis, entraîne, après une courte guerre civile, la chute du clan Kadhafi en Libye. Mais les monarchies du Golfe, conscientes qu'il en va de leur influence et même de leur survie, sont autrement plus déterminées que les Occidentaux. Ce sont elles qui vont prendre progressivement la main sur leurs pusillanimes alliés américain et européens.

Le Qatar finance le mouvement des Frères musulmans et soutient, via [sa chaîne de télévision al-Jazeera](#), des révoltes qui, dans un premier temps, bénéficient aux forces de l'islam politique. En Tunisie, puis en Égypte, les islamistes, soutenus par la rue, prennent le pouvoir par les urnes. L'Occident se résout à ce qu'il considère comme un moindre mal. Mais l'expérience ne dure que jusqu'à l'été 2013, quand le général Abdel Fattah al-Sissi renverse le président Mohammed Morsi et jette des milliers de Frères musulmans en prison. Fin de l'islamisme au pouvoir, dont les représentants inexpérimentés et sectaires auront laissé passer leur chance.

Le retour de l'armée au pouvoir en Égypte est soutenu par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, bien décidés à contrer l'influence du Qatar en s'appuyant sur cette alliée. Le retour de l'ordre ancien deviendra progressivement la règle dans tous les pays, ceux en guerre exceptés. En Libye et en Syrie, l'issue ne peut être que militaire et, à mesure que le conflit s'aggrave, les divisions, tribales et confessionnelles, se creusent, l'implication des acteurs étrangers grandissant parallèlement.

### **De l'islamisme au djihadisme**

Mais déjà l'islamisme cède peu à peu du terrain au djihadisme et, pour les Occidentaux, une nouvelle réalité s'impose à la fin 2012, avec l'assassinat de l'ambassadeur américain en Libye. Qatar et Arabie saoudite soutiennent des groupes de plus en plus radicaux en Syrie et Libye. Aux Frères musulmans, écartés en 2013 en Égypte puis en Tunisie, succèdent des formations islamistes violentes qui triomphent momentanément, en juin 2014, quand l'État islamique proclame son califat à cheval sur la Syrie et l'Irak. En 2015, l'EI s'installe à Syrte, en Libye. Attirant des djihadistes venus du monde entier, ce califat autoproclamé menace la sécurité partout à travers le monde. Les peuples arabes perdent alors complètement les clés de leur destin. L'Iran et la Turquie étaient déjà investis en Syrie, mais face au djihadisme les Occidentaux, suivis par les Russes, s'impliquent à leur tour. Le califat tombé, les Américains, acteurs les moins déterminés, cèdent ensuite la place.

Dix ans après cette secousse historique, les nations qui fixaient son cap politique au monde arabe - Égypte, Irak, Syrie - ont été supplantées par des pays du Golfe qui, forts de leurs puissances financières, entendent désormais imposer leurs vues. Au sein de ces monarchies pétrolières, le différend entre d'un côté l'Arabie et les Émirats arabes unis et de l'autre le Qatar s'est creusé, au point que le premier bloc a tenté d'asphyxier économiquement le Qatar en 2017. Malgré de nombreux échecs, militaires et diplomatiques, les Émirats arabes unis, avec l'assentiment de l'Arabie saoudite, ont cette année changé encore un peu plus la donne, en établissant des relations avec Israël. Poussés par l'Administration Trump, Bahreïn et récemment le royaume du Maroc se sont également engagés sur une voie qui, dix ans après les soulèvements populaires de 2010-2011, redessine par des accords le jeu des alliances dans le monde arabe.

### **Article 3 : Nadia Khiari : “Rire, cela nous a sauvés !” [COURRIER INTERNATIONAL - PARIS](#)**

Publié le 14/01/2021 - 05:57

En 2011, le monde arabe était traversé par un élan révolutionnaire sans précédent. Dix ans plus tard, que reste-t-il de ce “printemps” ? De la Tunisie au Yémen, en passant par la Libye, l'Égypte et la Syrie, *Courrier international* dresse un bilan. Cette semaine, rencontre avec la dessinatrice de presse Nadia Khiar dont le personnage fétiche, Willis from Tunis, est devenu l'icône de la révolte qui a fait tomber Zine El-Abidine Ben Ali, le 14 janvier 2011.

**“Dix ans et toujours vivant”, clame votre chat, le célèbre Willis from Tunis, sur la couverture du livre que vous sortez à l'occasion de l'anniversaire de la révolution tunisienne. Une décennie plus tard, dans quel état d'esprit est-il ? Est-il toujours aussi combatif ou est-il résigné en ce qui concerne la politique ?**

Il est vivant et bien vivant ! Je peux vous assurer que nous ne lâchons rien. C'est nécessaire, car dix ans plus tard, en Tunisie, c'est la cata ! Le seul vrai point positif, c'est qu'au moins je ne risque pas d'être au chômage ! Chaque jour, ceux qui nous gouvernent me donnent de la matière à dessiner.

**Willis, votre personnage, est devenu une icône de la révolution. Il est d'ailleurs né le 13 janvier 2011, à la veille de la chute de Zine El-Abidine Ben Ali. Pouvez-vous nous raconter comment il est apparu ?**



[Ça faisait un mois que ça chauffait dans le pays](#) [les manifestations ont débuté le 17 décembre 2010, après l'immolation par le feu d'un jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, dans la ville de Sidi Bouzid]. On sentait un véritable bouillonnement, mais la censure était encore très forte.

Le 13 janvier, pour tenter de calmer le pays, Ben Ali a annoncé qu'il libéralisait la presse et Internet. Je me suis dit : "*On va voir si c'est vrai.*" J'ai pris un crayon, un papier, j'ai dessiné ce chat ironique et je l'ai posté sur les réseaux sociaux.

**Comment expliquez-vous cet immense succès ?**

À ce moment-là, [nous étions ultraconnectés](#). Tous ceux qui manifestaient étaient sur les réseaux sociaux pour contourner la censure, ça a aidé à ce que mes dessins deviennent viraux. Et puis, après tant d'années d'oppression, je crois que nous avons besoin de rire de tout cela. Rire, ça nous a sauvés.

**Vous vous souvenez de votre état d'esprit le 14 janvier 2011, lorsque vous avez appris le départ de Zine El-Abidine Ben Ali du pouvoir ?**

[Quand j'ai vu les images de l'avion présidentiel qui quittait le pays](#), je ne parvenais pas à y croire. Cela dit, ensuite, pendant des mois, la police et le système du régime étaient toujours là. C'était dur mais c'était magnifique, il y avait une solidarité dingue, la parole se libérait. C'était comme le cri d'un enfant qui vient au monde.

**Les libertés conquises en 2011 sont-elles acquises désormais ? Ou avez-vous le sentiment d'un retour en arrière ?**

Aujourd'hui, [c'est encore très chaud de critiquer l'armée, la police ou la religion](#). Il y a en permanence des gens qui tentent de nous faire taire. Une chose est sûre : on ne se laisse pas faire.

**Vous recevez régulièrement des menaces pour les dessins que vous créez, vous êtes l'objet d'une fatwa... Vous n'avez pas peur ?**

*Non. Lorsque je dessine, je ne pense pas aux conséquences. Depuis 2011, je me suis promis une chose, c'est mon slogan : "Plus jamais peur."*

**Dix ans après la révolution, comment se porte la Tunisie ?**

Il y a eu de véritables avancées. En 2014, une nouvelle Constitution qui proclame par exemple l'égalité entre les hommes et les femmes. Même si les mentalités n'évoluent pas aussi vite que les textes, des tabous tombent.

**Politiquement, quel regard portez-vous sur les successeurs de Ben Ali ?**

C'est un désastre. À la tête de notre pays, [on a un président conservateur, à l'Assemblée, Nabil Karoui et les islamistes d'Ennahda](#) semblent s'être entendus pour nous écraser. Tous s'attaquent aux plus faibles.

Il y a encore beaucoup de boulot mais j'ai l'habitude de dire que c'est "*democracy loading*" ["en cours de démocratisation"]. Déjà en 2011, je pensais qu'il faudrait au moins une génération pour que le pays change profondément. Cela prend du temps.

**Il y a aussi la crise économique qui pèse sur les Tunisiens...**

Oui, le coût de la vie a explosé. Pour beaucoup de gens, le quotidien est vraiment dur. D'ailleurs, il n'y a qu'à regarder le nombre de nos jeunes qui débarquent à Lampedusa. Ça ne sent pas bon, tout ça. Ce dont j'ai peur, c'est que tout cela dégénère en violence. Les Tunisiens sont très divisés, nous avons la Libye juste à côté qui est en guerre, Erdogan qui tente d'avancer ses pions...

**Diriez-vous alors que la révolution de 2011 a été un échec ?**

*Non ! Peu de temps après la chute de Ben Ali, et notamment avec l'arrivée des islamistes au pouvoir, certains se sont mis à avoir des regrets. Ils disaient "En fait, c'était mieux avant". Mais ils ont la mémoire courte. La démocratie, ça n'arrive pas du jour au lendemain.*

## **Dans dix ans, pensez-vous que Willis sera toujours là ?**

Je n'espère pas ! Dans dix ans, j'espère que je n'aurais plus rien à railler !

*Nadia Khiari, Willis from Tunis. Dix ans et toujours vivant !, Elyzad, 2020*

**Anna Sylvestre-Treiner**

## **Article 4 : Printemps arabes : que reste-t-il des révoltes populaires dix ans plus tard ?** Texte par [FRANCE 24](#)

Publié le : [17/12/2020](#)

**Il y a dix ans, le monde arabe allait vivre une série de révoltes populaires improbables, un puissant souffle de liberté qui dura des mois, avant des lendemains qui déchantent. Un événement historique qui a durablement bouleversé la région.**

Popularisés et référencés dans les livres d'histoire sous le nom de "Printemps arabes", les soulèvements de la fin d'année 2010 ont conduit à des résultats disparates, souvent décevants : nombre de pays sont dans une situation pire qu'aux premiers jours de ces révoltes.

De la Tunisie au Yémen en passant par l'Égypte, la Libye ou la Syrie, les manifestations populaires, massives, ont été suivies au mieux de réformes précaires, au pire d'un retour à un ordre autoritaire, voire à d'interminables conflits armés. Malgré ces revers, la flamme de ce mouvement pro-démocratie ne s'est pas éteinte, comme en témoigne la deuxième série de soulèvements huit ans plus tard [au Soudan](#), [en Algérie](#), en Irak, [au Liban](#).

### **L'acte désespéré de Mohamed Bouazizi**

Quelque chose "dans la réalité narrative" de la région a changé, estime Lina Mounzer, auteure et traductrice libanaise dont l'histoire s'est aussi tissée en Égypte et en Syrie.

"Je ne sais pas ce qu'il y a de plus émouvant ou de plus noble qu'un peuple qui réclame une vie digne, d'une seule et même voix", clame-t-elle. "Ça prouve que c'est possible, que les gens peuvent se révolter contre les pires despotes, qu'il y a assez de courage [...] pour faire face à des armées entières."

Tout commence le 17 décembre 2010, lorsqu'[un jeune vendeur ambulancier, Mohamed Bouazizi](#), excédé par le harcèlement policier, s'immole par le feu devant le gouvernorat de la petite ville défavorisée de Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie.

Le geste de ce jeune diplômé n'est pas une première, mais son acte désespéré libère une rage jamais vue en Tunisie. Son sort tragique se répand sur les réseaux sociaux naissants. Mohamed Bouazizi décède de ses blessures le 4 janvier 2011, alors que la contestation contre le régime du président tunisien [Zine el Abidine Ben Ali](#), au pouvoir depuis vingt-trois ans, s'est étendue comme une traînée de poudre.

Dix jours plus tard, Ben Ali devient le premier despote arabe contraint de fuir sous la pression de la rue. Exilé en Arabie saoudite, il y mourra dans l'indifférence en 2019. Dans les semaines suivant sa chute, des manifestations pro-démocratie éclatent en Égypte, en Libye, au Yémen...

À partir du 25 janvier, la rage exprimée dans les rues du Caire, la plus grande ville arabe, donne au phénomène le nom de "Printemps arabe". Le monde regarde, interloqué, tandis que des centaines de milliers de personnes défilent pour exiger le départ du président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981.

L'espoir et l'euphorie renvoyés par ces images relayées en boucle sur les chaînes d'informations chassent un temps le fatalisme de la vie politique du Moyen-Orient. Tout devient possible.

**"Dégage!"**

D'inspiration tunisienne, une interjection – "Dégage!" ("irhal!") – et un slogan – "Le peuple veut la chute du régime" ("Al-chaab yourid iskat al-nidham") – déferlent un peu partout, renforçant le sentiment d'une destinée régionale commune.

### **Dix ans après, retour à Sidi Bouzid, épice de la révolution tunisienne**

Dix ans après, que reste-t-il de la révolution tunisienne ?

Ces paroles résument le puissant désir de changement et de liberté parmi des dizaines de millions d'Arabes. C'est le cri d'une génération qui ignorait jusque-là ses propres capacités. Érigé en incantation à force d'être répété, il libère un temps les peuples de leurs peurs.

Un nouveau paradigme émerge au Moyen-Orient, basé sur une prise de conscience collective que les tyrans ne sont pas invincibles et que les changements peuvent venir de l'intérieur, et pas seulement du jeu géopolitique mondial.

Lina Mounzer se souvient des premiers jours de ces révoltes qui ont brisé le sentiment de "défaite arabe" ayant pesé sur deux générations après la mort de l'Égyptien Gamal Abdel Nasser et de son projet nationaliste panarabe.

"La nuit où Moubarak est tombé, j'ai pleuré de joie. Je n'arrivais pas à croire que le peuple égyptien pouvait être aussi courageux et beau. Cela ressemblait à l'aube d'une nouvelle ère", se souvient l'auteure. "Et puis, la Syrie. Si j'étais heureuse pour l'Égypte, surprise par l'Égypte, j'étais en extase pour la Syrie."

### **"Hiver arabe"**

Outre Ben Ali et Moubarak, le Printemps arabe a permis de renverser Mouammar Kadhafi en Libye, Ali Abdallah Saleh au Yémen puis, huit ans plus tard, Omar el-Béchir au Soudan. Cinq dictateurs et cent quarante-six années de règne au total.

Durant les premiers mois de ce chamboule-tout historique, l'effet domino paraît aussi inéluctable que les autocrates arabes semblaient intouchables.

Mais le "Printemps" tant attendu fera long feu. Ironie de l'histoire, l'expression "Printemps arabe", apparue fin janvier 2011, n'a été que rarement utilisée dans les pays de la région, où les termes "soulèvement" et "révolution" ont été préférés.

Cette expression a en tout cas vite donné lieu à une expression inverse, mise en avant dans l'ouvrage de l'Américain Noah Feldman : "Arab Winter" ("L'hiver arabe"). À l'exception de la Tunisie, le vide créé par la chute de régimes vilipendés n'a pas été comblé par les réformes démocratiques réclamées par la rue. Pire, il a parfois donné lieu à des conflits armés.

En Égypte, l'élection en 2012 de Mohamed Morsi, un islamiste dont le programme se heurte à l'opposition farouche d'une partie des contestataires, ouvre la voie à son renversement, l'année suivante, par l'armée. Et à une répression sanglante.

Le maréchal Abdel Fattah al-Sissi rétablit un régime au moins aussi autoritaire que celui de Moubarak, s'érigeant en rempart contre l'islamisme sous l'œil bienveillant d'un Occident déboussolé et dépassé.

À Bahreïn, seule monarchie du Golfe à avoir connu des manifestations de masse en 2011, le soulèvement a été brutalement réprimé avec le soutien de l'Arabie saoudite, qui pour sa part n'a pas hésité à distribuer de l'argent en masse à sa population pour éviter une contagion.

À l'autre bout de la région, les premières manifestations en Algérie, pays meurtri par la guerre civile, n'ont pas pris – son heure viendra en 2019. Au Maroc, le mouvement du 20-Février 2011 a été réduit au silence par des réformes cosmétiques et une sourde répression judiciaire.



En Libye, les révolutionnaires se sont divisés en une myriade de groupes dans un pays plus que jamais fragmenté et sujet aux ingérences étrangères. Le Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule arabique, s'est engouffré dans un conflit civil aux ramifications régionales.

### **En Syrie, "c'est votre tour, Docteur"**

Mais la tombe du Printemps arabe restera la Syrie, où les manifestations pro-démocratie ont mué en un impitoyable conflit. "C'est votre tour, Docteur", écrivent en mars 2011 des adolescents de Deraa, sur un mur de cette ville du sud de la Syrie, en référence au président syrien Bachar al-Assad, ophtalmologue formé au Royaume-Uni.

Vœu pieux : Assad restera le domino qui ne tombe pas, au prix d'une lutte sans merci, sauvant ainsi sa peau aux dépens de plus de 380 000 morts et de millions de déplacés.

"Je suis fier de ce que nous avons fait à l'époque, mais je n'aurais jamais pensé que nous en arriverions là, que le régime nous détruirait comme ça", déclarait en 2018 à l'AFP un des graffeurs de Deraa, Mouawiya Sayasina.

Ici, la tournure des événements et l'inaction internationale ouvrent les portes d'un autre enfer : la répression sans fin, la haine confessionnelle qui se répand, un terreau où les jihadistes de Syrie et d'ailleurs prospèrent. L'expansion des jihadistes atteint son point d'orgue avec la proclamation en 2014 par le groupe État islamique (EI) d'un "califat" à cheval entre la Syrie et l'Irak, presque aussi vaste que la Grande-Bretagne.

La violence extrême des exactions, propagées sur les réseaux sociaux, la capacité de l'EI à attirer des milliers de combattants d'Europe et d'ailleurs et les vagues d'attentats dans le monde entier ont fini d'éteindre en Occident le regard enthousiaste des débuts.

L'attention du monde se focalise sur la lutte antiterroriste plutôt que sur la fin de régimes autocratiques qui ne tardent pas opportunément à se présenter, de nouveau, comme le dernier rempart contre l'islamisme radical.

### **Deuxième vague de manifestations en 2018**

Depuis 2018, une deuxième vague de manifestations contre les pouvoirs en place au Soudan, en Algérie, en Irak et au Liban a ravivé les espoirs et semblé prouver la pérennité de l'esprit de 2011 au sein de la jeunesse arabe.

Pour Arshin Adib-Moghaddam, basé en Grande-Bretagne où il est professeur à la London School of Oriental and African Studies, le feu couve toujours sous les cendres et les revendications initiales "déborderont à la prochaine occasion comme un tsunami politique". "Les habitants de la région ont établi de nouveaux critères [...] de gouvernance". "Tout État qui n'intègre pas cette nouvelle réalité est forcément confronté [à la menace d'un nouveau soulèvement]", ajoute-t-il.

Des changements irréversibles creusent leur sillon.

C'est la perception des dirigeants, du monde mais aussi de soi-même qui a changé à jamais, selon Lina Mounzer.

"Nous avons vécu si longtemps dans un monde qui a essayé de nous inculquer l'idée que le collectif était suspect et qu'individualisme était synonyme de liberté. Ce n'est pas le cas", dit-elle. "C'est ce que le Printemps arabe, à ses débuts idéalistes, non seulement nous a appris mais confirmé [...]. Ce que nous faisons avec cette leçon – l'enterrer ou bâtir dessus – reste à voir".

### **La Tunisie, "exception du phénomène régional qu'elle a engendré"**

À ce titre, la "Révolution du jasmin" en Tunisie, bien que tourmentée, reste l'histoire à succès. L'effusion de sang et les profondes divisions y ont été contenues, le mouvement d'inspiration islamiste Ennahdha, principale force politique du pays, a privilégié le consensus pour mener la transition.

"Contrastant avec l'échec en Égypte et le désastre en Syrie, la Tunisie apparaît comme l'exception du phénomène régional qu'elle a engendré", écrit Noah Feldman dans "L'hiver arabe".

Mais, là aussi, l'histoire reste inachevée et pour les 11 millions de Tunisiens, les dividendes de la révolte ne sont pas au rendez-vous.

Près de là où tout a commencé, en face de la place centrale de Sidi Bouzid où une sculpture de la charrette de Mohamed Bouazizi a été érigée, Achref Ajmi, 21 ans, exprime son désenchantement.

Ben Ali est parti, le pays est resté debout, mais la situation économique, un des principaux catalyseurs de la révolte, reste médiocre, note-t-il. "Le slogan de la révolution était "travail, liberté, dignité". Nous n'avons rien vu de cela". "Il n'y a pas d'emplois".

**Article 5 : Le 1 : « LA JUSTICE SOCIALE RESTE L'ASPIRATION LA PLUS INASSOUVIE » Asef Bayat, sociologue (semaine du 7 au 14 janvier 2021)**

Des chercheurs expliquent le déclenchement du Printemps arabe par trois facteurs : le surgissement des jeunes diplômés, l'émancipation des femmes par l'éducation et la chute du taux de fécondité. Partagez-vous cette analyse ?

La contestation des régimes arabes autocratiques a plusieurs causes structurelles. Oui, l'évolution démographique en faveur d'une population plus jeune, l'augmentation du taux d'alphabétisation et du niveau d'éducation, y compris chez les femmes, et aussi l'urbanisation croissante des modes de vie et des besoins, ont été des facteurs déterminants. Mais il faut les croiser avec la libéralisation économique. C'est cette connexion qui a créé un ressentiment et un dissentiment de plus en plus forts. En d'autres termes, les politiques d'État et les effets de la mondialisation ont produit ensemble une jeunesse éduquée, des citoyens urbanisés, des femmes actives dans la sphère publique et, parallèlement, une quantité de groupes de marginaux qui devaient survivre dans des économies hostiles et manœuvrer à l'ombre de gouvernements qui ne rendaient de comptes à personne. Les soulèvements sont nés de ces conditions sociopolitiques.

Entre 2010 et 2012, quatre dictateurs perdent leur pouvoir en l'espace d'un an (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Saleh au Yémen). Mais, dans nombre d'États, il n'y a pas de soulèvement d'une telle ampleur. Peut-on parler d'un « Printemps arabe » au singulier ?

C'est exact. Lors de la première vague, seuls quatre dictateurs ont été renversés. Mais n'oublions pas que dix-neuf États arabes ont connu des mouvements populaires à un moment ou un autre, dont l'Algérie, la Jordanie, des États du Golfe comme Bahreïn, même si tous n'ont pas abouti à la chute de leurs régimes. Car la puissance de l'opposition et la réaction du régime ont été différentes d'un pays à l'autre. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Oman ont bel et bien senti le vent de la révolution et, comme les monarchies jordanienne et marocaine, ont tenté d'apaiser leurs citoyens par des réformes et des mesures économiques, tout en cherchant à saboter les révolutions en cours chez leurs voisins. D'un autre côté, les différents pays arabes avaient des économies politiques très diverses, certaines riches et mondialisées, d'autres pauvres et marginalisées. Dans la seule petite région du Golfe, on trouve à la fois des pays parmi les plus riches (les Émirats) et les plus pauvres (le Yémen) au monde. Pourtant, ils partagent certains points communs indéniables comme la langue, la religion, des symboles, une certaine histoire et une identité régionale. À bien des égards, cela les range dans une catégorie spécifique. Le fait est que la vague du Printemps arabe a déferlé dans tout l'espace arabe, mais s'est arrêtée aux frontières de l'Iran et du Pakistan.

Dans votre livre *Une révolution sans révolutionnaires*, vous décrivez une mobilisation pour changer la vie, mais sans dirigeants ni projet clair. Pouvez-vous préciser ?

Ce livre avance l'idée que les soulèvements arabes incarnaient une nouvelle génération de révolutions du XXI<sup>e</sup> siècle ; des soulèvements riches en tant que mouvements, mais terriblement pauvres en termes de changements. Tous ont été marqués par une mobilisation et des tactiques de résistance spectaculaires... qui ont engendré peu de modifications significatives au niveau des États et des modes de gouvernance. Leurs protagonistes n'ont montré que peu d'intérêt pour

la construction d'une organisation et pour le leadership dans ses formes traditionnelles. Ils n'ont, me semble-t-il, projeté aucune vision claire d'un ordre social alternatif et de la façon d'y parvenir, ce qui en dit long. Ils pensaient et espéraient que leur mobilisation populaire contraindrait les régimes à se réformer dans un sens démocratique. Mais la plupart de ces régimes, malgré quelques belles paroles, ont refusé d'entreprendre de véritables réformes en matière de gouvernance et d'économie. Les gens ordinaires, les pauvres, les femmes et les jeunes marginalisés ont essayé de faire avancer la révolution à travers leurs pratiques radicales dans les fermes, les usines, les quartiers et jusqu'au sein des familles. Mais ces populations subalternes imaginaient la révolution autrement que la frange politique qui s'est mise à parler au nom de la révolution. Elles imaginaient un nouvel ordre des choses qui changerait leur vie. Ce schisme entre les élites et les classes inférieures par rapport à leur conception de la révolution a été un aspect fondamental du Printemps arabe.

Vous soulignez aussi qu'à aucun moment ces mouvements n'ont remis en cause la logique économique des régimes ? En quoi est-ce important ?

Ces mouvements ne se sont pas accompagnés d'une vision d'un ordre politique ou économique alternatif, contrairement aux révolutions du XX<sup>e</sup> siècle. C'est en ce sens-là que les soulèvements arabes étaient des révolutions sans idées révolutionnaires. Il y avait une soif très forte de justice sociale, contre la marginalisation économique, contre les terribles disparités de classe et régionales. Elle s'exprimait essentiellement chez les urbains pauvres, les ruraux marginalisés et dans la « classe moyenne pauvre », y compris les jeunes diplômés sans emploi. Mais, pour s'attaquer à la question de la pauvreté, de la marginalité et de la précarité, il aurait fallu repenser radicalement l'économie. Il aurait fallu une vision qui remette en cause le modèle néolibéral, que la classe politique tenait largement pour acquis. Au bout du compte, la justice sociale est restée l'aspiration la plus inassouvie de ces soulèvements. En Égypte ou en Tunisie, la doctrine économique des gouvernements postrévolutionnaires, les Frères musulmans en Égypte et Ennahdha en Tunisie inclus, différait peu de celle des régimes de Moubarak ou de Ben Ali. Pas étonnant que les demandes de justice sociale perdurent dix ans après les soulèvements.

Pouvez-vous expliquer le concept de « *street politics* » que vous utilisez ? En quoi l'échec de cette « politique de la rue » a-t-il modifié l'ordre socio-économique ?

Presque tous les régimes arabes autocratiques ont adopté à partir de 1979 le programme d'ajustement structurel et de réformes économiques prôné par le FMI : en gros, la libéralisation de leurs économies. Les États se sont donc en grande partie retirés du contrat social traditionnel qui consistait à fournir des équipements sociaux à la majorité de leurs citoyens vulnérables, les abandonnant ainsi à leur sort. En réaction, ces populations subalternes se sont tournées vers des formes d'organisations pour tenter au quotidien, en empiétant sur le rôle de l'État et des compagnies privées, de survivre et d'améliorer leurs conditions de vie : elles se sont emparées de terrains pour y construire des logements, ont mis en place des réseaux de distribution d'eau et d'électricité, ou se sont approprié des bouts de trottoir pour y installer des petits commerces. Elles ont établi des réseaux d'entraide, parfois des associations informelles de crédit. Tout cela souvent à la limite de la légalité. Et quand elles se heurtaient aux restrictions du régime, elles tentaient de résister collectivement aux politiques gouvernementales. Mais ces luttes restaient spontanées, généralement sans leaders, et surtout limitées à leur quartier, à leur « rue ». À l'occasion des Printemps arabes, toutes ces luttes sociales ont fini par fusionner dans un mouvement politique plus large qu'on a appelé « l'insurrection ». Mais pour changer l'ordre socio-économique, il aurait fallu qu'elles soient emmenées par une classe politique animée d'une vision, d'une conviction et d'une stratégie claire, qui dépassent le cadre de la « rue ». Or, s'il y avait un fort désir de changement radical au sein des groupes subalternes, on ne peut pas en dire autant de la classe politique ; ces protagonistes nous ont surpris, en revanche, par leurs techniques de mobilisation.

Les récents mouvements de contestation populaire au Maroc, au Soudan, en Algérie et au Liban, s'inscrivent-ils dans la continuité des Printemps arabes ?

Une révolution est par nature « relationnelle » ; elle résulte d'une myriade d'effets désordonnés provenant de bien plus loin que son périmètre immédiat. Ce qui est arrivé à Ben Ali lors de la révolution tunisienne a certainement influencé ce qui est advenu en Égypte ; et ce qui est arrivé en Égypte a eu un impact sur la trajectoire syrienne, mais avec des effets différents. De même, les gens qui se révoltent aujourd'hui au Maroc, au Soudan, en Algérie, en Irak ou au Liban ont évidemment regardé avec intérêt les soulèvements qui se sont produits il y a dix ans en Tunisie, en Égypte ou à Bahreïn. Leurs propres mouvements de contestation peuvent être vus comme la continuité du Printemps arabe, précisément à cause de ces effets et de ces influences, facilités par les points communs à la région arabe évoqués plus haut. Néanmoins, cette seconde vague du Printemps arabe sera forcément différente de la première, car les acteurs, autant les militants que les dirigeants, observent, apprennent et essaient toujours de s'adapter afin d'éviter les erreurs du passé et de surmonter les obstacles.

Cette révolution sans révolutionnaires a débouché sur une dictature aggravée en Égypte et des tragédies majeures en Syrie, en Libye et au Yémen. Le monde arabe est-il globalement frappé de régression ? La démocratie y est-elle devenue un rêve lointain ?

Dans les pays arabes, l'état d'esprit est indubitablement très éloigné de celui qui régnait au moment où ces révolutions faisaient souffler un vent d'espoir. Un élément clé du revirement a été la virulence de la contre-révolution, portée en particulier par l'État saoudien et les Émirats, qui ont cherché à saper ces mouvements. Aujourd'hui dans la région, au niveau des États, des régimes et des modes de gouvernance, bien peu de choses ont changé. Mais on n'éprouve pas le même sentiment lorsqu'on porte son regard vers le bas, vers la sphère sociale, les subjectivités populaires, les femmes, les jeunes, les minorités sociales, et plus largement les groupes subalternes. Beaucoup de choses ont évolué au sein de ces sphères, beaucoup de hiérarchies ont été remises en question, et des nouvelles idées, des pratiques et des organisations ont émergé au niveau local, comme autant d'exemples de démocratie directe et d'autogestion. C'est ce regard au ras du sol qui me donne l'espoir d'un avenir démocratique.

*Propos recueillis par SYLVAIN CYPEL*

*Traduction de JULIE SIBONY*